

CHINE

Forcée à enseigner dans un camp du Xinjiang : un témoignage choc

Un livre événement raconte la sinisation forcée des minorités musulmanes par Pékin. Sayragul Sauytbay, directrice d'école kazakhe, y détaille l'univers concentrationnaire d'un « camp de rééducation ». Un témoignage fort alors qu'ont lieu ce mardi au Parlement belge des auditions relatives à la répression en cours au Xinjiang.

RÉCIT
VÉRONIQUE KIESEL

Je dois me tenir droite devant le tableau, flanquée de deux gardes armés. Je suis prise d'un vertige à la vue de la scène. Yeux cernés de bleus, mains mutilées, taches sombres sur la peau, vêtements maculés de crasse et de sang : je fais face à une cohorte de cadavres ambulants, tout droit sortis de leurs tombes. » En novembre 2017, Sayragul Sauytbay, directrice d'école et donc forcément membre du Parti communiste chinois, est emmenée de force dans un « centre de rééducation » du Xinjiang pour y travailler comme forma-

trice. Cette jeune femme de nationalité chinoise appartient à la minorité kazakhe qui, comme les Ouïghours, est de culture musulmane et soumise à la même assimilation forcée. Selon l'un des douze préceptes de Xi Jinping affichés dans tous les bâtiments publics, « tout ce qui n'est pas chinois doit le devenir ».

Dans la première partie de son livre, Sayragul raconte comment des Chinois Hans, ethnies principales, prennent progressivement le contrôle des zones kazakhes du Xinjiang, construisant sur les pâturages, détournant les cours d'eau. Les Kazakhs sont, raconte-t-elle, considérés comme des êtres inférieurs, une sorte d'apartheid s'installe. A partir de

2006, les leçons doivent être données en chinois. Puis le gouvernement impose à tous les fonctionnaires des exercices d'autocritique en public.

Contrôles omniprésents

Dès 2010, la sinisation devient officielle. Les enfants qui parlent kazakh à la récré ont les lèvres scotchées à l'adhésif. A partir de 2016, les contrôles de police sont omniprésents, les technologies de reconnaissance faciale s'imposent. En tant que directrice d'école, Sayragul doit espionner ses collègues, rapporter jusqu'à la possession d'objets d'artisanat kazakh. Elle essaie de les prévenir avant toute inspection. Les dénonciations sont encouragées. Puis ce sont les ordinateurs et les téléphones qui sont surveillés via des logiciels espions : un programme de surveillance omnipotent qui semble calqué sur le 1984 de George Orwell.

Sayragul est précieuse : elle parle chinois, kazakh et ouïghour. Dans le « centre de rééducation » où elle a été amenée, tel une prison de haute sécurité, elle est privée de liberté, surveillée en permanence, mais est mieux traitée que les détenus : elle n'est pas enchaînée, a droit à une cellule individuelle.

Elle doit enseigner à ses élèves, une soixantaine par classe, épuisés et terrifiés, des éléments de culture chinoise mais surtout la politique du Parti et des slogans, répétés à l'infini : « Je suis fier d'être chinois ! J'aime Xi Jinping ! Je remercie le Parti pour la vie qu'il m'offre ! »

Les trois phases de Pékin

Pour s'en sortir, elle doit rester impassible. Une nuit, elle est emmenée dans un bureau où il lui est demandé de lire, sous la surveillance d'un officier, un document classé confidentiel qui explique un plan en trois phases décidé par Pékin.

« Première phase, 2014-2025 : au Xinjiang, assimilation de ceux qui se montrent volontaires et élimination des autres. Je suis prise de vertige. Un génocide planifié ? », raconte-t-elle.

« Deuxième phase, 2025-2035 : occupation des pays voisins. Prise de pouvoir progressive au Kirghizstan, Kazakhstan et Ouzbékistan, grâce aux Nouvelles routes de la soie et à des investissements massifs. Ces pays doivent s'endetter auprès de la Chine qui enverra ses habi-



Après la publication de ce livre, plus personne ne pourra dire : « Je ne savais pas »
Sayragul Sauytbay



tants coloniser peu à peu les villes et les campagnes (...) y investir dans les médias, les maisons d'édition et les chaînes de télévision. Un moyen pour Pékin d'y exporter sa politique, avant d'envoyer des espions et informateurs récolter des données gouvernementales sensibles. Troisième phase, 2035-2055 : vient le tour de l'Europe. »

Elle doit répéter ce plan, mot pour mot, à l'officier qui la surveille. Il brûle ensuite le document. Et le lendemain, elle doit enseigner à ses étudiants l'importance des Nouvelles routes de la soie « qui doivent faciliter nos exportations mais aussi permettre la diffusion de notre grandiose modèle politique ».

Torturée à l'électricité

Toute compassion est interdite. Un jour, une grand-mère kazakhe terrorisée se jette à son cou, lui demandant de l'aide. Sayragul a-t-elle esquissé un geste de sympathie ? La voilà dans « la chambre noire », seule pièce du centre dépourvue de caméras, mais équipée d'instruments de torture : tenailles, lances. Et une chaise électrique sur laquelle elle va être torturée pendant plusieurs heures, pour lui faire avouer qu'elle est une conspiratrice. Elle tient bon. Et regagne finalement sa cellule.

Les jeunes filles les plus jolies sont arrachées à leur cachot le soir et réapparaissent le matin meurtries, épuisées, aux abois. Fin janvier 2018, devant 200 prisonniers rassemblés dans une grande salle, une jeune détenue est violée par trois gardiens. « Il n'y a rien de pire que d'assister, impuissante, à un tel acte de barbarie », écrit Sayragul. « C'est être amputé sans aucune anesthésie. Il me faudra des mois avant de pouvoir raconter cette scène. »

Après cinq mois, Sayragul est ramenée chez elle : ses geôliers lui rappellent qu'elle a signé un contrat où elle promet de ne rien révéler de ce qu'elle a vu dans le camp. Elle est décharnée, traumatisée mais fait bonne figure, ne raconte rien, reprend son travail. Et réussit enfin à fuir au Kazakhstan voisin où son mari et leurs deux enfants s'étaient déjà exilés.

La famille a *in fine* obtenu l'asile politique en Suède, d'où Sayragul, malgré une multitude de menaces téléphoniques chinoises, a décidé de témoigner.



Ces dernières années, des centres de rééducation ayant l'allure de prisons de haute sécurité ont poussé un peu partout au Xinjiang. © REUTERS.



Condamnée à l'exil
SAYRAGUL SAUYTBAY
AVEC
ALEXANDRA CAVELIUS
Hugo et Cie
344 p, 19,95 euros

ISRAËL

Netanyahou paraît incapable de former une majorité

Les 28 jours qui étaient octroyés au Premier ministre sortant pour former un gouvernement se terminent ce 4 mai. Il n'a toujours pas de majorité. Mais celle que formeraient les partis qui s'opposent à lui serait d'une extrême fragilité.

BAUDOUIN LOOS

Ce mardi 4 mai à minuit heure locale, Binyamin Netanyahou, le Premier ministre israélien sortant chargé par le président de l'Etat Reuven Rivlin de former un gouvernement après les élections du 23 mars dernier, devra remettre son mandat audit président. Selon toute vraisemblance, il n'aura pas réussi à trouver une majorité parlementaire. Les Israéliens seraient-ils donc partis vers un... cinquième scrutin législatif en deux ans ?

Loin d'avoir éclairci la donne politique, les élections du 23 mars avaient vu les électeurs choisir une Knesset (Parlement) plus éclatée que jamais, avec 13 partis représentés, dont 11 avaient recueilli 7 % ou moins des suffrages. Les formations politiques fidèles à Netanyahou n'obtenaient que 52 sièges (sur 120), 59 si l'on compte le parti Yamina, droite ultra, qui s'était détaché de la mouvance du Likoud, le parti du Premier ministre.

Ce dernier n'a alors pas hésité à envi-

sager de proposer à un nouveau parti... islamiste, Raam, qui avait recueilli 4 sièges, de faire l'appoint. Curieusement, alors que la participation à une majorité gouvernementale (passive ou active) des partis « arabes » israéliens a toujours constitué un tabou en Israël, seule au sein de cette potentielle coalition la nouvelle formation d'extrême droite raciste, le Sionisme religieux (4 sièges aussi), s'est opposée de toutes ses forces à ce que le prochain gouvernement dépende de Raam.

« Nous ne permettrons pas au gouvernement de s'appuyer sur des partisans du terrorisme », ont ainsi répété ce 2 mai les deux principaux dirigeants du Sionisme religieux alors que le rabbin Tsvi Tau, leader spirituel de ce parti extrémiste, venait de donner sa bénédiction à Raam, craignant par-dessus tout l'avènement d'un gouvernement anti-Netanyahou qu'il assimile à un « complot des éléments d'extrême gauche qui prônent un Etat de tous ses citoyens », à savoir la fin de l'Etat juif.

Une opposition très hétéroclite

Pourtant, une éventuelle coalition qui mobiliserait les forces des partis opposés à Netanyahou et à ses soutiens de la droite religieuse ne ressemblerait guère à un gouvernement d'extrême gauche. Pour avoir plus de 60 sièges à la Knesset, elle devrait être composée de huit partis politiques très hétéroclites, de la droite extrême (Yamina, Nouvel Espoir, Yisrael Beiteinou), du centre (Yesh Atid et Bleu et blanc), de gauche (travailliste



Binyamin Netanyahou est toujours en quête d'une majorité parlementaire. Le voici ici le 30 avril en visite dans le nord d'Israël sur le site de la catastrophe qui a vu la mort par étouffement de 45 ultra-orthodoxes le même jour. © RONEN ZVULUN/AFR.

et Meretz) et un autre parti arabe... Ces formations n'ont qu'un seul objectif en commun : la volonté de renvoyer dans l'opposition un Netanyahou qui règne depuis 2009. Inutile de dire qu'une telle coalition présenterait des signes aigus de fragilité et de paralysie, chaque parti disposant quasiment d'un droit de veto sur les grandes décisions.

Reste une inconnue : la position de Naftali Bennett, chef de Yamina (7 sièges), couronné par les deux camps. Proche des colons, il apparaît comme en harmonie idéologique avec le Likoud de Netanyahou, mais la perspective de devenir Premier ministre d'un gouverne-

ment rassemblant les opposants à Netanyahou ne le laisse pas non plus insensible. Les deux possibles majorités dépendraient néanmoins d'un parti arabe, ce qui constituerait de toute façon une petite révolution difficile à imaginer...

Elire le Premier ministre directement

De son côté, Netanyahou, qui tente toujours de sauver sa peau – son procès en corruption continue et le menace sérieusement –, a même émis l'hypothèse de faire changer les modalités d'élection et de passer à un scrutin direct pour la désignation du Premier ministre, scrutin qu'il se ferait fort de remporter. Encore faudrait-il trouver une majorité de la Knesset pour adopter une telle révolution (ce mode de scrutin a existé une fois dans l'histoire du pays, en 2001 – victoire d'Ariel Sharon en pleine intifada –, mais il avait été vite abandonné).

Le 5 mai, le Premier ministre sortant pourrait demander au président Reuven Rivlin une prorogation de son mandat de formateur pour deux semaines. On prête à Rivlin l'intention de refuser et de confier alors la même mission à un autre chef de parti qui disposerait à son tour de 28 jours pour former un gouvernement. Après quoi, en cas d'échec, la Knesset pourrait elle-même désigner un candidat Premier ministre, hypothèse hautement improbable. Sinon, les Israéliens se retrouveraient conviés à se rendre aux urnes pour une cinquième fois en moins de 30 mois. Une éventualité donc de plus en plus plausible.